

**Conseil économique et social**

Distr. générale
28 janvier 2016
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants**Cinquante-neuvième session**

Vienne, 14-22 mars 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale**Vingt-cinquième session**

Vienne, 23-27 mai 2016

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire**

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique: travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Note du Secrétariat*Résumé*

La présente note a été établie en application de la décision 2015/234 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a prorogé jusqu'au premier semestre 2017 le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi que des résolutions 52/13, 54/10, 54/17, 56/11 et 58/1 de la Commission des stupéfiants et des résolutions 18/3, 20/1, 20/9, 22/2 et 24/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Elle rend compte des travaux menés par le groupe de travail entre le 9 novembre 2015 et le 18 janvier 2016. Ceux qu'il a effectués pendant la période précédente, du 8 juin au 5 octobre 2015, ont été présentés dans le document E/CN.7/2015/6/Add.1-E/CN.15/2015/6/Add.1.

* E/CN.7/2016/1.

** E/CN.15/2016/1.



I. Délibérations

1. Entre le 9 novembre 2015 et le 18 janvier 2016, le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a tenu une réunion officielle et deux réunions informelles. Il a poursuivi l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour approuvé par le Conseil économique et social dans sa décision 2015/234, par la Commission des stupéfiants dans sa résolution 52/13 et par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans sa résolution 18/3, conformément à son mandat figurant en annexe à ces résolutions, ainsi qu'aux dispositions des résolutions 54/10, 54/17, 56/11 et 58/1 de la Commission des stupéfiants et des résolutions 20/1, 20/9, 22/2 et 24/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

2. À la réunion du groupe de travail tenue le 9 novembre 2015, le Directeur de la Division de la gestion de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a fait référence au projet de budget consolidé de l'Office pour l'exercice biennal 2016-2017 et présenté les prévisions financières pour cette période, en soulignant les principaux changements, les objectifs et les problèmes essentiels associés à chaque source de financement. Pour l'exercice biennal 2016-2017, les fonds à des fins spéciales allaient augmenter de 6,2 % et il était prévu qu'ils couvrent 84,6 % du budget. En comparaison, la situation en ce qui concerne les fonds à des fins générales devrait se détériorer plus avant, ces fonds baissant de 39,7 % par rapport à l'exercice précédent et ne couvrant plus, selon les prévisions, que 1,5 % du budget global. Il a également été indiqué que la période de transition vers le recouvrement intégral des coûts serait prolongée jusqu'à la fin de 2017, afin d'éviter tout impact négatif sur la mise en œuvre des programmes. Le Directeur a aussi fait remarquer que le budget consolidé pour l'exercice biennal 2016-2017 traduisait l'évaluation transparente, équitable et cohérente de l'exécution des programmes, qu'il appliquait des principes sains d'estimation des coûts directs et indirects et qu'il renforçait le souci d'économie au sein à la fois de l'administration et des bureaux extérieurs. On a également présenté au groupe de travail l'état d'avancement de la mise en service d'Umoja, lancée le 9 novembre 2015. Le Directeur de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques de l'ONUDC a présenté le calendrier révisé de l'élaboration du projet de cadre stratégique de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2018-2019, ainsi qu'un projet de texte révisé relatif à ce cadre. Le Secrétaire a présenté un exposé actualisé sur la gestion axée sur les résultats, indiquant que l'application du système était décentralisée et que les gestionnaires étaient chargés de la planification, du suivi et de la communication de rapports. Les délégations ont aussi été informées des travaux menés par le Service de la recherche et de l'analyse des tendances en vue d'aider les États à mettre au point des indicateurs de succès relatifs aux objectifs du programme intitulé "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030" et d'appuyer le renforcement des capacités nationales pour suivre l'évolution des performances en ce qui concerne les objectifs de développement durable. Enfin, il a été précisé que tous les programmes et projets continueraient de faire l'objet d'évaluations au moins tous les quatre ans, mais qu'il faudrait aussi organiser des formations pour transférer les connaissances de l'ONUDC aux évaluateurs nationaux.

3. À la réunion tenue le 7 décembre 2015, le Chef du Service de la gestion des ressources humaines de l'ONUSUDC a présenté un exposé sur la composition du personnel de l'Office. Il a expliqué que le recrutement à des postes soumis au principe de la répartition géographique était fondé sur le système des fourchettes optimales au niveau du Secrétariat, qui s'appliquait uniquement aux postes inscrits au budget ordinaire. Il a fourni des informations sur la répartition par sexe du personnel, en précisant que l'Office menait des activités de sensibilisation en vue de solliciter des candidatures de femmes qualifiées pour des postes actuellement vacants. Plusieurs orateurs ont estimé que l'ONUSUDC devrait faire plus pour assurer l'équité aussi bien en matière de répartition géographique que de représentation des femmes en son sein. Les délégations ont poursuivi l'examen des projets de résolution sur le budget pour l'exercice biennal 2016-2017 pour le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et pour le Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (qui figuraient dans le document E/CN.7/2015/17-E/CN.15/2015/20), examen qu'elles avaient commencé lors de consultations informelles tenues le 2 décembre. Le Contrôleur adjoint de l'ONU s'est exprimé au sujet de la mise en œuvre d'Umoja et du recouvrement intégral des coûts à l'échelle du Secrétariat. Une version révisée du cadre stratégique de l'ONUSUDC pour la période 2018-2019, qui intégrait tous les commentaires reçus des États Membres lors des réunions précédentes du groupe de travail et des consultations informelles, a été approuvée en vue d'un examen approfondi le 10 décembre, lors des reprises des sessions des commissions.

4. S'exprimant à la réunion formelle que le groupe de travail a tenue le 18 janvier 2016, le Directeur exécutif a souligné l'importance du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et affirmé l'engagement de l'Office en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable¹ de ce programme. Il a également rappelé la mise en œuvre d'une part du modèle de financement fondé sur le recouvrement intégral des coûts, qui se poursuivrait pendant l'exercice 2016-2017, et, d'autre part, d'Umoja. Il a mis l'accent sur le rôle important que jouait le groupe de travail et a affirmé que l'ONUSUDC s'engageait à continuer d'informer celui-ci des questions associées à la gouvernance et à la situation financière de l'Office, ainsi qu'à continuer de promouvoir une culture de l'évaluation pour assurer l'efficacité et la transparence de l'exécution des programmes. Il a aussi dit sa détermination à parvenir à l'équilibre géographique et à la parité des sexes au sein du personnel de l'ONUSUDC.

5. Le Secrétariat s'est étendu sur le cadre global pour le développement intégré aux objectifs de développement durable récemment adoptés, qui inscrivait le mandat de l'ONUSUDC en matière de lutte contre la drogue et la criminalité dans une action plus large en faveur du développement. Après en avoir présenté un bref aperçu, il a indiqué au groupe de travail comment les activités et le cadre stratégique de l'Office étaient alignés sur les objectifs de développement durable du Programme qui étaient les plus pertinents pour ses travaux. Il a mentionné l'importance des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et a fait état de la contribution de l'ONUSUDC aux travaux entrepris par la Commission de statistique à cet égard. Il a communiqué aux participants les résultats clés de l'évaluation des programmes régionaux pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Est,

¹ Adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/1.

notamment les enseignements tirés et les pratiques optimales recensées. Les programmes régionaux pour les États arabes, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est faisaient face à des problèmes liés à la situation en matière de sécurité dans certains pays, ainsi qu'à la dépendance à l'égard des contributions volontaires. Les États Membres ont été invités à envisager de fournir des ressources à des fins génériques, ce qui permettrait de réagir de manière souple et rapide aux nouveaux problèmes. Le Secrétariat a également fourni des informations sur le Réseau des autorités centrales et des procureurs d'Afrique de l'Ouest contre la criminalité organisée, qui offrait une assistance et des outils techniques aux fonctionnaires et aux praticiens de la justice pénale dans des domaines spécialisés, notamment en ce qui concerne les demandes d'entraide judiciaire et d'extradition. Conformément à la pratique établie, les participants sont convenus que les réunions du groupe de travail seraient suspendues jusqu'en juin 2016, après les sessions des commissions, afin de laisser du temps pour l'élaboration d'un nouveau programme de travail.

II. Questions d'organisation et d'administration

6. Sous la direction des coprésidents, Hernán Estrada Román (Nicaragua) et Ignacio Baylina Ruíz (Espagne), le groupe de travail a tenu deux réunions informelles, les 9 novembre et 7 décembre 2015. Une réunion formelle s'est tenue le 18 janvier 2016.

7. Des consultations informelles se sont tenues le 25 novembre (sur le cadre stratégique de l'ONUDC pour l'exercice 2018-2019) et les 27 novembre et 2 décembre (sur le budget consolidé de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2016-2017).

8. Le Secrétariat a continué de fournir au groupe de travail des documents et des informations sur papier et sous forme électronique, notamment sur une page Web accessible au public (www.unodc.org/unodc/en/commissions/FINGOV/FINGOV-index.html) et une page Web sécurisée destinée aux États Membres (www.unodc.org/missions/en/wggf/index.html) qu'il a créées et qu'il met à jour à son intention.

III. Mesures prises par les Commissions

9. La Commission des stupéfiants, à la reprise de sa cinquante-huitième session, et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, à la reprise de sa vingt-quatrième session, ont élu Hernán Estrada Román (Nicaragua) et Ignacio Baylina Ruíz (Espagne) coprésidents du groupe de travail, conformément à la procédure établie par la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants et la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.